



# le bluma

spécial universités d'un monde d'avance

## EDITORIAL

### Universités de rentrée : convergences à Gauche !

Nous étions plus de 1500 à Port d'Albret dans les Landes pour nos Universités de rentrée fin septembre !

Lors de son discours d'ouverture, Benoît Hamon a d'emblée donné le ton de ces journées baptisées « Convergences », et placées sous le signe de Jaurès dont on fête cette année le 150e anniversaire. « Jaurès qu'il est devenu habituel de brandir comme un étendard, que l'on soit de droite ou de gauche, a dénoncé Hamon. Eh bien notre tâche, lors de ces Universités, sera moins de se saisir de Jaurès comme d'un emblème masquant nos petits renoncements, nos petites compromissions, que d'essayer de faire du Jaurès. » Et de rappeler que l'un des legs les plus importants du député du Tarn fut de parvenir à réunir la gauche et la famille socialiste à un moment où elle se distinguait par ses divisions !

Et de rappeler aussi que cette union qui donna naissance à la SFIO en 1905, se fit sur deux axes idéologiques : la critique du capitalisme et celle de la propriété dans l'économie.

Après avoir mis en regard la situation qui régnait à gauche quand Jaurès œuvra à son unité et celle que nous connaissons aujourd'hui, Benoît Hamon a attiré l'attention des militants sur la table ronde qui devait réunir le soir même des représentants de différents partis de gauche (PCF, NPA, gauche unitaire, Verts, MRC) autour du thème de la redistribution. « Au-delà de la

surenchère de postures — il y aurait une vraie gauche morale, vertueuse et une fausse gauche ; mais quand on passe son temps à marteler qu'il y a deux gauches, c'est la droite qui rigole... — regardons si sur des sujets lourds, essentiels comme la redistribution des richesses, il existe ou non des convergences entre nous. Pour ma part, j'en suis certain. Il n'y a aucune raison que ce qui nous réunit dans les luttes pour la fin des licenciements boursiers, pour la défense des services publics, pour la création d'autres services publics, ne nous réunisse pas sur le terrain des propositions. »

Première étape de cet appel à l'unité réussi ! À preuve, les interventions des invités de cette table ronde animée par Benoît Hamon, Olivier Dartigolles (PCF), Pierre-François Grond (NPA), Étienne Butzbach (MRC), Christian Piquet (Gauche Unitaire) et Daniel Hegoburu (Verts). En ce qui concerne la redistribution des richesses, sujet structurant d'un contrat de gouvernement de gauche, peu de discordances tant en matière d'état des lieux que de propositions de mise en œuvre.

Dimanche, lors de son discours de clôture, Henri Emmanuelli a souligné cette réalité, précisant que si les différends constatés (notamment sur la taxe carbone) avec les Verts méritaient des discussions complémentaires, ils ne pouvaient être considérés comme un clivage insurmontable.

Quant à Benoît Hamon, dernier intervenant de ces Universités, il a constaté qu'Un Monde d'avance était la première (et seule) sensibilité du Parti Socialiste à réunir devant une salle comble, des représentants de toute la gauche. En regrettant néanmoins l'absence ostentatoire de l'immense majorité des médias nationaux, qui s'étaient pressés de façon non moins ostentatoire à Marseille devant un plateau composé de Vincent Peillon, Marielle de Sarnez, Robert Hue et Daniel Cohn-Bendit.

Il a réaffirmé fortement que seule l'union de la gauche autour d'un programme commun de gouvernement pourrait être en mesure de battre la droite, stigmatisant la course à la présidentielle où les candidats d'une gauche divisée concourent féroce pour perdre au second tour face à Nicolas Sarkozy !

« Un Monde d'avance doit être le principal promoteur de discussions sur le fond avec toutes les forces de gauche. Notre objectif est de mettre sur pied un contrat de gouvernement de gauche. Nous avons commencé ce travail à Vieux-Boucau, nous devons le continuer. »

Il a alors appelé les militants socialistes à être les artisans de cette marche de reconquête, en organisant des réunions de ce type dans toutes les fédérations et dans toutes les sections.

Au boulot !

## Intervention de Pascal Cherki, assemblée générale



Ces trois jours doivent nous permettre de réfléchir et de prendre du recul dans un monde médiatico-politique effervescent où l'éphémère, l'instant et la mode l'emportent souvent sur la réflexion.

Notre parti a un avenir, pour peu qu'il retrouve l'un de ses rôles essentiels : rassembler la famille de gauche. Mais pour le faire, nous devons savoir où nous allons.

Il nous faut comprendre la période que nous vivons, à cheval entre la fin d'un cycle ouvert à la fin des années 70 et un nouveau qui s'ouvre et dont on ne sait pas sur quoi il va déboucher.

La fin de l'ancien cycle consacre la déconstruction pas encore achevée du compromis social entre les salariés et le patronat, ce que l'on a coutume d'appeler les Trente Glorieuses.

Elles commencent à la fin des années 70 quand les taux de profit ont tellement chuté que les classes dirigeantes décident d'en finir avec les compromis sociaux. Comment ? En utilisant l'arme monétaire et celle de la mondialisation. En 1979, lors d'un G5 à Tokyo, la banque fédérale américaine choisit unilatéralement et brutalement de relever les taux d'intérêt et la valeur du dollar en axant sa politique économique sur la lutte contre l'inflation. Cela a pour effet immédiat de précipiter les pays du tiers-monde dans une crise sans précédent dont la plupart d'entre eux ne sont pas encore sortis. Pourquoi ? Parce que ces pays qui avaient emprunté pour financer leur développement se sont retrouvés face à un énorme endettement.

Parallèlement, pour sortir de ces compromis, les classes dirigeantes décident de spécialiser les économies. Ainsi voit-on émerger dans les années 70, un débat sur les « crénaux-porteurs », qui oppose la gauche à la droite.

Celle-ci préconisant des productions à haute valeur ajoutée qui seraient compétitives : aux Chinois les tables de ping-pong et les parasols, à nous les nouvelles technologies !

Le Plan Barre sur l'industrie et la sidérurgie, qui a entraîné des résistances ouvrières, en est l'application. L'objectif des dirigeants d'alors est de reconfigurer l'appareil de production pour le préparer à un marché mondial unifié avec libre-échange.

Et on dérégule les systèmes financiers. On voit aujourd'hui où cela nous a menés, notamment à travers la crise des subprimes, qui est une des formes abouties de cette déréglementation.

Pourtant la réglementation du système financier avait été un verrou mis en place par les USA. C'était la grande leçon que les Américains avaient tirée de la crise de 29 : pour éviter une nouvelle crise de cette ampleur, il fallait instaurer un contrôle par la puissance publique du fonctionnement du système bancaire, pas forcément en nationalisant les banques, mais en appliquant un contrôle de la distribution de crédit, ce que l'on a appelé la distribution administrée du crédit et qui permettait un financement régulier de l'économie et qui lui évitait d'être matriciée par la spéculation.

Mais revenons à ce qui se passe à la fin des années 70. Les remises en cause des compromis interviennent à un moment où la gauche a déjà commencé à reculer.

Pourquoi ? Parce que s'est ouvert un débat sur la légitimité des modèles. Les économies occidentales sont en crise et le communisme ne marche pas. On cherche une voie. Et les libéraux (Thatcher, Reagan, Kohl) arrivent avec un argument : libérons les marchés et l'économie mondiale ira beaucoup mieux... Libérons les échanges et les économies du tiers-monde pourront produire et vendre mieux... Flexibilisons le travail et les salariés seront plus compétitifs et on luttera ainsi contre le chômage.

Face à cela, la gauche a résisté, mais en reculant. Entendons-nous bien, je ne suis pas en train de remettre en cause la différence entre la gauche et la droite. Car, dans quel état serait le pays si nous n'avions pas gouverné ? Si nous n'avions pas instauré la retraite à 60 ans en 1981 ? Et la cinquième semaine de Congés

Payés ? Si nous n'avions pas relevé le SMIC, nationalisé une partie du secteur des banques et des assurances ?

Souvenez-vous d'Arcelor, sauvée par le gouvernement de gauche avec de l'argent public, ce qui en a refait l'une des entreprises les plus compétitives au niveau européen et mondial et qui a pourtant fini, bradée par la droite.

Regardez tous les pays où il n'y a pas eu à un moment une gauche forte qui a résisté, en essayant d'accompagner le mieux possible un mouvement qu'elle jugeait irréversible. Car telle est la situation réelle : la gauche, et avant tout les socialistes qui sont la force la plus importante, ont cru qu'il n'y avait pas le choix, qu'il s'agissait d'un mauvais moment à passer, et qu'il convenait de le passer du mieux possible en étant attentif à la situation des plus fragiles. Et pendant des années, nous avons accompagné le mouvement — en œuvrant notamment à la dérégulation du système financier sous Pierre Bérégovoy — mais tout en préservant les acquis sociaux, en instaurant le RMI ; et je pourrais multiplier les exemples qui montrent que la gauche a passé son temps à essayer de tenir les deux bouts de la chaîne. Ce type de contradictions qui a pris toute son ampleur sur la question européenne, engendre un sentiment d'illégitimité.

Au moment où nous les socialistes, nous pensions que pour sortir des difficultés dans lesquelles nous nous trouvions au milieu des années 80, et qui nous avaient amenés à entamer une politique de rigueur à notre corps défendant, à ce moment-là, nous avons essayé de reconstruire en Europe une perspective que nous ne pouvions plus construire dans nos seuls états-nations. Mais au même moment, les libéraux en face avaient compris que le communisme s'écroulant, la raison d'être des anciens compromis sociaux disparaissait avec lui.

Et nous nous sommes engagés à corps perdu dans la construction européenne avec l'illusion de croire à la pérennité du compromis qui avait fonctionné jusqu'à présent, qui faisait que nous organisions un marché et à l'intérieur de ce marché, une concurrence pour éviter les cartels, les monopoles privés mais qu'à côté de ça tout le reste, c'est à dire le plus important, la culture, l'éducation, les services publics, étaient extraits de cette sphère

marchande et socialisés pour contribuer à l'accroissement du niveau de vie et à l'égalité des citoyens de tous les pays européens. Sauf qu'au même moment, les libéraux avaient décidé d'en finir.

Et c'est pour ça que nous avons pu en Europe dans un même espace, avec les mêmes traités, notamment le Traité de Rome, passer subitement d'une politique où on contenait la concurrence dans un domaine particulier, au fait que la concurrence devenait le principe organisateur de l'Union européenne.

Nous nous sommes fait piéger en toute bonne foi. Le point ultime de cette période qui nous a beaucoup pesé, c'est la bataille du référendum de 2005. Où pour la première fois se pose la question du droit d'inventaire, du bilan de la construction européenne.

Ca avait déjà été un peu le cas pour Maastricht, mais c'était plus compliqué car c'était alors la gauche et en l'occurrence François Mitterrand qui posaient la question. Et puis ça se passait trois ans après l'écroulement du mur de Berlin, un an après l'écroulement de l'URSS, le débat était un peu masqué par l'idée qu'il ne fallait pas que tout explose.

En revanche, la question du bilan se pose vraiment en 2005. Et on a vu le résultat en France, pays fondateur de l'Union européenne et deuxième puissance économique européenne.

J'insiste sur tout cela pour vous montrer que la motivation d'un compromis, ce n'est pas la bonne volonté des partenaires mais un rapport de force politique entre le capital et le travail que d'aucuns avant, appelaient la lutte des classes. Si on a mis en place l'état providence en 1945, ce n'est pas parce qu'il y a avait des socio-démocrates intelligents en Suède ou ailleurs, mais parce que le patronat s'était discrédité dans la collaboration, que l'armée rouge occupait la moitié de l'Europe et qu'on avait peur de la contagion révolutionnaire... Parce qu'en Chine avait eu lieu une Révolution communiste et que les classes dirigeantes françaises devaient céder un peu, voire beaucoup, pour éviter de tout perdre.

Jean-Pierre Chevènement expliquait justement cette situation en disant : « Les ouvriers de l'Est ont souffert pour le bien-être matériel des ouvriers de l'Ouest. »

Pendant toute cette période, la social-démocratie a accompagné un mouvement dont elle n'était pas à l'origine.

La rupture du communisme s'est faite en réaction à la capitulation de la social-démocratie au moment de la première guerre mondiale.

Les politiques keynésiennes, d'État-providence, sont nées intellectuellement aux États comme réponse pratique du capitalisme à la grande dépression de 1929, comme réponse à la concurrence entre l'espérance communiste et la crise que traversait le principal pays capitaliste.

Et la social-démocratie s'est contentée d'accompagner cet état de fait, de se servir des outils keynésiens pour s'adosser à l'espérance que représentait le communisme.

Mais quand le communisme s'écroule, il n'y a plus de raison de maintenir ce compromis que représente l'État-providence.

Pourquoi continuer à donner ce que l'on a donné à un moment uniquement par crainte de tout perdre ?

Nous sommes toujours dans cette situation. Et il faut que nous parvenions à en sortir.

La grande difficulté, ce n'est pas la crise en tant que telle — des crises du système capitaliste, il y en a régulièrement, et le capitalisme s'en sort avec une bonne purge et éventuellement en envoyant la troupe titrer sur les ouvriers. Non, la grande difficulté c'est de convaincre que l'on peut changer les choses en proposant une politique alternative et mettant en place un rapport de force.

C'est ce que dans ce courant, nous essayons de faire, modestement, à notre place.

Le rôle du PS n'est pas de se lamenter sur le monde d'avant mais d'essayer de construire le monde de demain.

Malheureusement, nombre de nos dirigeants, notamment parce qu'ils ont eu des responsabilités importantes dans la période passée, ont du mal à accepter de se tourner vers l'avenir et de construire des perspectives pour demain.

Prenez 2002 : jamais le PS n'a pu avoir d'explications lucides de la défaite. On nous a expliqué qu'on avait perdu à cause division gauche. C'est un des éléments. Mais la raison profonde, c'est que seulement 13% des ouvriers et 15% des employés ont voté pour Jospin, pour le candidat de la première formation de gauche.

Il ne s'agit pas de se battre la culpabilité mais d'avoir des raisons d'espérer, même si pendant

vingt ans nous avons reculé, même si les nôtres ont subi des reculs importants et lourds — droits sociaux reniés, recul de l'âge de la retraite, augmentation de la durée des cotisations, de la pénibilité au travail et de la précarité, Sécurité sociale menacée, démantèlement des services publics. C'est vrai que tout cela pèse sur la vie quotidienne et la conscience des gens. Oui, on peut se demander pourquoi se battre si c'est pour perdre à chaque fois. Mais il faut bien comprendre qu'à droite, nos adversaires ne sont plus en situation de légitimité.

Pendant des années, des présidents de droite ont expliqué que c'était moderne de privatiser les services publics, de flexibiliser le marché du travail, d'ouvrir le capital, d'être du côté des traders et de la finance. C'était la mode. On lisait les livres de Sulitzer, de de Clozets, de Sorman, des livres qui faisaient l'apologie de ce qui est en train de se passer.

Aujourd'hui on a un président de la République qui est obligé de se présenter tout penaud devant les Français pour leur expliquer qu'il faut moraliser le capitalisme, s'occuper des bonus des traders, même si on sait qu'il ne le fera pas parce qu'il a pas été élu pour ça — il recapitalise les banques sans contreparties ! Idéologiquement, la droite a le dos au mur. Et la légitimité est revenue du côté de la gauche, de celles et ceux qui remettent en cause le bien-fondé du fonctionnement de l'économie capitaliste.

Sur l'essentiel, nous n'avons plus besoin de faire la démonstration de notre légitimité ; et ça, c'est un point d'appui très important. Le problème, c'est que le PS est englué. Je ne vais pas verser dans les histoires de modernisation, de rénovation, la tarte à la crème médiatique. L'urgence, c'est de parvenir à rassembler notre camp.

Un exemple : la question fondamentale de la remise en cause du libre-échange qui est le grand impensé de la gauche aujourd'hui.

On nous a expliqué pendant des années qu'en ouvrant nos marchés et ceux du Sud, la richesse mondiale produite allait progresser, se partager et que l'humanité allait progresser. Que constate-t-on vingt ans plus tard : c'est l'exact contraire qui s'est produit. En mettant en concurrence l'ensemble des économies mondiales, on a mis en concurrence les systèmes sociaux et fiscaux et on a créé les conditions pour tout tirer vers le bas. La question du rapport au libre-échange est devenue centrale pour la crédibilité de la gauche.

C'est une des raisons pour lesquelles les gens ont voté non en 2005.

Ils nous le disaient dans les meetings : « On ne s'en sortira pas en étant en concurrence avec des pays où des salariés sont payés 15 à 20 fois moins que nous.

Les effets concrets sont là : les délocalisations.

Il y a cette idée qu'il ne faut pas produire pour un marché propre mais pour l'ensemble de la planète. Conséquence : à partir du moment où il n'y a pas de barrières douanières, les entreprises se délocalisent. Et sans que cela provoque d'amélioration automatique, systématique pour ces pays.

Tant que la gauche ne se positionnera pas pour une notion juste des échanges, elle ne sera pas audible. Les gens le savent très bien, même s'il faut aussi prendre des mesures pour renchérir le coût du licenciements, pour rendre difficiles les licenciements boursiers. Même si l'on met en place tout cela, les gens ne sont pas dupes. Ils ont très bien compris que, si l'on voulait s'en sortir, il fallait reposer la question des frontières à l'échelle européenne.

Le drame, c'est que lorsque l'on dit ça au PS, on se fait taxer de « protectionnistes ». On n'est pas protectionnistes, on est pour l'égalité des termes de l'échange. On pense que c'est autant dans l'intérêt du travailleur chinois que du travailleur européen de ne pas être mis en concurrence, de faire en sorte que les entreprises produisent pour un marché pertinent, le plus proche d'eux. L'économie chinoise peut à un moment donné organiser sa production pour à terme, l'écouler principalement dans son marché intérieur. Ils sont 1 milliards 300 millions ; nous sommes 500 millions en Europe. Certes nous avons plus de pouvoir d'achat mais l'intérêt de l'économie chinoise n'est pas simplement de servir de réservoir de main d'œuvre au capital européen et américain.

Et puis, quels bénéfices a tiré l'Afrique du libre-échange ? À partir du moment où on a ouvert les frontières commerciales, ont ravagé toutes les productions du Sud.

Et regardez ce qui se passe dans l'agriculture française avec la fin programmée de la PAC qui était quoi qu'on en dise une politique protectionniste. Car même si on pouvait critiquer le fait qu'on aide la production avant d'aider le producteur, c'était une politique protectionniste avec des prix garantis, des montants de production garantis.

Si tout cela se met en place, dans 5 à 10 ans

il n'y aura plus d'agriculture en France. Même chose pour l'automobile et bien d'autres secteurs. J'insiste sur le libre-échange, car au PS, notre courant a été le premier à entamer une réflexion et un combat sur ce sujet. Il est déterminant. Comment apporter des réponses aux principales questions des Français — la lutte contre le chômage, la revalorisation des salaires, sans se poser la question du libre-échange. Et c'est aussi à travers cette question qu'on posera utilement la question écologique et environnementale.

Nous devons aujourd'hui clarifier notre rapport à la question du capitalisme, du marché, du rôle de la puissance publique, de la notion de progrès. Le progrès ... cette version laïque de l'espérance qui permet aux hommes de se donner une perspective qui les dépasse, qui dépasse leur quotidien... Si nous ne parvenons pas à renouer avec l'idée de progrès, nous ouvrirons la porte à l'ordre, à l'obscurantisme.

Mais la route n'est pas tracée. Aujourd'hui, les possédants savent que leurs idées, qui nous font reculer depuis des années ne sont plus légitimes. Mais ils ont toujours un moyen de s'en sortir, celui du bouc émissaire, de l'ordre, de la répression qu'elle soit sociale ou sociétale.

Il y a aujourd'hui concomitance parfaite entre l'augmentation des reculs sociaux, la hausse du chômage et la tentation de l'ordre. Nous avons dans ce pays un vrai problème de démocratie, avec une hyperconcentration des pouvoirs entre les mains de Nicolas Sarkozy.

Médias, justice, libertés fondamentales... nous reculons. Avec la gauche on progressait. C'est avec François Mitterrand que l'on a aboli les cours de sûreté de l'état, les tribunaux d'exception, qu'on a dépénalisé l'homosexualité, libéré les ondes pour des radios associatives.

Les lois pour l'égalité professionnelle, c'est la gauche qui les a mises en œuvre, même s'il reste énorme chemin à parcourir. Les droits démocratiques de ces dernières décennies, c'est la gauche qui les a mises en œuvre, pas la droite.

L'idée de progrès, l'idée que l'humanité peut se construire un avenir et le maîtriser de façon collective, c'est la gauche qui la porte. Mais si l'on ne veut pas que Nicolas Sarkozy se succède à lui-même, la gauche doit se rassembler.

Ce rassemblement, nous avons été les premiers à le demander à Un Monde d'avance.

Et pour se rassembler, il faut d'abord en avoir la volonté et ensuite avoir des choses en commun, à partager. Le PS doit de façon urgente, mener un travail d'élaboration d'orientation et de programme sérieux. L'urgence n'est pas de savoir qui en 2012, hypothétiquement dans le cadre des primaires parce que sa courbe dans les sondages aurait un peu monté, aurait une chance d'être désigné comme candidat. Si on fait cela... on perd.

La question c'est de définir comment on peut être utile à la gauche, quelles sont nos valeurs et nos propositions. Ce que l'on doit dire aux Français pour qu'ils aient envie de voter à nouveau pour un socialiste à une présidentielle. Et cela ne passe pas par un concours de postures, mais par une réflexion sérieuse et des propositions nouvelles.

Notre tâche, c'est le programme. Et des propositions on en a ... sur la fiscalité, les relocalisations, le libre échange, les questions sociales, la reconstruction du droit du travail, la question européenne, la bataille des libertés...

Eh bien ce travail programmatique nous allons continuer à le faire, à travers notre courant Un Monde d'avance.

Nous pouvons être fiers de notre travail depuis deux ans.

Au sortir de 2005, nous avons pris nos responsabilités, non en pensant à nos destins personnels, mais aux intérêts de celles et de ceux que pour qui nous nous battons. Au congrès du Mans, nous avons fait la synthèse pour contribuer à refermer la fracture au PS.

Malheureusement, notre premier secrétaire n'a pas voulu nous représenter à la présidentielle et le Parti a inventé cette primaire. Alors notre courant a repris son bâton de pèlerin ? Au congrès de Reims, nous avons mis en débat une orientation politique qui a recueilli 20% des suffrages, et ce, alors que nous ne tenons aucune grosse fédération !

Nous avons présenté au poste de premier secrétaire un candidat crédible qui a d'ailleurs recueilli plus de suffrages que la motion.

Au second tour, nous avons pris nos responsabilités en appelant nos militants à voter Aubry et ils l'ont fait avec un sens de la discipline politique, c'est à dire de façon librement consentie. Sans nous, Martine Aubry n'aurait pas gagné et le PS aurait explosé.

Nous n'avons pas à rougir de ce que nous

avons fait.

Ces dernières années, nous avons constamment essayé de nous mettre au service collectif de notre famille politique.

Aujourd'hui, nous pensons qu'il ne peut y avoir de gauche forte sans un PS fort. Nous sommes en Ve république. Malheureusement, la présidentielle est une élection déterminante. Si nous n'avons pas un parti fort et organisé autour d'une orientation forte, si nous ne sommes pas en mesure de présenter un candidat qui ne soit pas soumis aux diktats de la mode et à la pression de medias qui sont aux ¾ intellectuellement et financièrement sous la coupe de la droite et du président de la République,

alors nous connaissons à nouveau de grandes difficultés.

Ce chemin qu'il nous faut parcourir est souvent ingrat ; on parfois le sentiment de perdre son temps, de ne pas être entendu... mais il n'existe pas d'autre chemin que celui-là.

Si le PS est faible, divisé, la gauche sera atomisée, nous serons ballottés et nous vivrons les fadaïses que nous avons vécues lors de la dernière présidentielle.

Au lieu de donner des réponses aux questions sociales, on parler des « assistés », des enseignants fainéants, des camps militaires pour jeunes...

Pendant ces trois jours, nous allons travailler et je suis certain que paradoxalement il faudrait peu de choses à la gauche pour qu'elle constitue un espoir pour toutes celles et tous ceux qui ne supportent plus Nicolas Sarkozy et sa politique.

■ Pascal Cherki, maire du 14e

## Intervention de Henri Emmanuelli, conclusion des universités



En regardant le film de Jean Jaurès, je me disais qu'en plus de tous les talents qu'on lui a reconnus, il y en avait un de fabuleux : la prémonition. Jaurès parle, en 1905, du « mensonge triomphant qui passe »... Comment pouvait-il savoir, en 1905, que Sarkozy serait là en 2009 !

Je voudrais remercier, en mon nom et au nom de Renaud Lagrave, la fédération socialiste des Landes, Pierre Froustey, le maire de Vieux Boucau qui nous a beaucoup aidé à mettre en place ces trois jours de réflexion. Je veux vous remercier, toutes et tous de votre présence et me réjouir. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de courants au Parti socialiste qui puissent rassembler autant de jeunes dans une salle et qui puissent aligner à la tribune de jeunes dirigeants du Parti socialiste comme Razy Hammadi ou Bruno Julliard, et quelques autres.

Je ne vais pas aborder tous les sujets. D'autres l'ont fait, les services publics, l'Education... Mais je veux tout de même, Bruno, verser une pièce à ton futur dossier sur l'Education natio-

nale. C'est une chose que l'on ne dit pas, mais qui est pourtant une réalité : depuis l'époque où, moi, j'étais à l'école primaire, par rapport à aujourd'hui, il y a un an d'enseignement de moins. Alors, quand j'entends les discussions sur le niveau, il est tout de même assez extraordinaire de demander les mêmes résultats, au regard de cette année pleine d'enseignement en moins dans le primaire ! Il y a d'ailleurs eu des conjonctions bizarres pour en arriver à ce résultat. Et la gauche y a participé à sa manière. Nous avons donc là à travailler, y compris à rebours de l'opinion s'il le faut.

Je veux aborder quelques sujets qui nous ont rassemblés aujourd'hui. Nous avons fait, durant ces trois jours, une démonstration qui n'est tout de même pas inintéressante : là où d'autres pensaient que le rassemblement passait par une partie de la gauche et un morceau du centre droit, nous avons fait la démonstration -et l'on peut regretter qu'elle ait été aussi peu suivie- que sur un même plateau, on pouvait rassembler l'ensemble de la gauche sans le centre droit. Et pour celles et ceux qui ont participé aux discussions de samedi après-midi, c'était très instructif car, à écouter les objectifs des uns et des autres, à part la grève générale, on est d'accord sur tout.. ou plus exactement ils sont d'accord sur tout. De même avec le Front de gauche. Il y avait quelques petites nuances avec les écologistes et encore, je suis sûr qu'il ne faudrait pas discuter longtemps pour que la nuance soit surmontée. Je le dis d'autant plus facilement que nous sommes dans un département qui est en passe de devenir le premier producteur d'électricité photovoltaïque de France.

Nous avons, à la commission des finances de l'Assemblée nationale, une étude très intéressante qui a été réalisée par des gens de gauche, des gens de droite. Ils sont allés étudier la taxe carbone en Suède, enfin la fiscalité écologique. Ils donc étudié, nous ont exposé les faits, démontré les résultats qui avaient été obtenus. A la fin, j'ai posé la question qui tue : « Que représente cette fiscalité suédoise par rapport à notre TIPP, c'est-à-dire la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers? ». Ils m'ont répondu que c'était la même chose... Tout ce bruit donc sur la fiscalité écologique pour nous expliquer, à l'arrivée, que les gens dans les pays où la fiscalité écologique a été mise en place payent le même prix à la pompe que chez nous avec la TIPP ! Cela mériterait bien de laisser les effets de mode un peu de côté pour se préoccuper vraiment de la réalité.

Si je ne la juge pas bonne, cette taxe carbone, ce n'est pas parce qu'elle est trop haute ou trop basse. C'est parce qu'il n'est pas raisonnable, qu'il n'est pas réaliste de dire à des gens que l'on va les punir pour leur comportement (fuel, essence, CO2) sans leur offrir un chemin alternatif. De plus, on a observé qu'en Suède, cela n'a fonctionné que sur un temps très court. En fait, les gens se sont habitués. Ils ont intégré cela dans leurs frais généraux. Résultat : une baisse de la consommation fut observée pendant deux ans, pour ensuite repartir de plus belle ! Cela ne fonctionnera pas tant que nous ne dirons pas aux Français qu'un autre chemin peut être emprunter.

Nous avons fait, donc, cette démonstration

et je crois que notre responsabilité, en tant que courant de Parti, avec nos particularités, avec notre souci de faire avancer l'ensemble car nous ne sommes pas là pour nous faire prospérer tous seuls dans notre coin, c'est de continuer à prendre des initiatives. Nous devons assumer cette responsabilité particulière. Elle passe par l'animation de la bataille des idées, par l'amplification du phénomène, par l'organisation d'autres initiatives comme celle que nous venons d'organiser ce week-end, peut-être avec d'autres interlocuteurs. Faisons ce que nous avons à faire : dire et répéter que si la gauche ne se rassemble pas -alors que la droite l'a fait-, nous n'aurons aucune chance de renverser le court des choses.

Je voudrais remercier tous les intervenants qui nous ont fait plus que le plaisir, l'honneur de venir.

La crise est-elle, comme on l'entend le dire, derrière nous ? Cela se discute. La crise financière, dans sa structure même, la spéculation, a pris un coup sur la tête, mais n'est pas morte. Elle repart de plus belle. Aujourd'hui, il n'est plus question de subprimes, d'immobilier. C'est une opération nouvelle qu'ils ont trouvée. Ils rachètent les contrats d'assurance-vie à bas prix des misérables pour les transformer en produits titrisés -comme ils disent- qu'ils se revendent entre eux... C'est encore plus dangereux que les subprimes, et c'est encore plus minable sur le plan moral. On ne peut donc dire que ce soit terminé. Mais, des choses se sont produites et on peut imaginer que le plus gros de la vague, sur le plan financier, est derrière nous.

En revanche, sur le plan économique, le plus gros de la vague est devant nous. Il va y avoir, dans les mois qui viennent, des entreprises -le plus souvent malheureusement des PME- qui vont continuer à déposer le bilan parce que leurs donneurs d'ordres seront en difficultés ou parce que, tout simplement, la demande ne sera pas au rendez-vous.

Nous allons donc avoir cette situation paradoxale où l'on va retrouver un peu de croissance -pas grand chose à mon avis- mais où le chômage va continuer à monter et cela va être difficile à gérer. Parce que, autant en période de crise, quand l'orage est au plus fort, les gens baissent la tête et comprennent qu'il faut laisser passer l'orage. Mais quand on leur explique que c'est l'embellie, que le soleil est revenu, mais que pour eux, il va continuer à pleuvoir, là ils ne peuvent l'accepter. Aussi bien en France, en Allemagne que dans l'ensemble de l'Europe. Et c'est la situation que

nous allons vivre. Le chômage n'a pas atteint son sommet; il est en moyenne à 8,6% -l'OCDE l'avait prévu en fin 2009 à 6% en moyenne. L'OCDE n'avait rien vu venir. Il se place maintenant dans la prudence pour dire que cela va monter à 10%. Et ce n'est pourtant pas la vérité parce que, en réalité, nous serons à 20% de chômeurs parmi la population active. Pourquoi ? Parce qu'aux chômeurs de première et de deuxième catégories, il faut ajouter les Rmistes, ceux en contrat de transition professionnelle, en formation. Et il faudra bien y intégrer tous les jeunes qui arrivent sur le marché du travail pour y trouver porte close.

Et si le pouvoir se donne tant de mal et multiplie les mensonges, c'est bien parce qu'il le sait. Il sait que la situation va être très difficile et cela rend d'autant plus intolérable ce qui se passe chez nous. On a quand même mieux à faire à traiter ces questions que de traiter certains autres sujets.

On a mieux à faire que ces discussions byzantines qui n'amusez d'ailleurs qu'un noyau assez restreint tout en occupant beaucoup de place dans l'espace médiatique.

Nous devons nous occuper du chômage.

Que va-t-il se passer, même si la crise est un peu derrière nous ? On va se réveiller avec une situation difficile. Je ne parle pas seulement de l'emploi, je parle de notre capacité de production. Quel va être le pourcentage de la population active dans l'industrie ? Il était déjà assez bas (18 ou 19%) et il va encore baisser. Or, un pays, que ce soit la France, l'Allemagne -qui ne va pas si bien qu'on nous le dit- dont l'industrie s'affaiblit, c'est un pays qui sombre. La post-industrie n'existe pas. L'industrie se transforme dans ses modes de production, grâce à sa productivité elle réduit le nombre d'emplois... Mais, si elle n'est plus là pour financer l'innovation, les nouveaux produits, si elle n'est plus là pour financer la recherche, tout s'effondrera. On veut nous faire croire que l'on pourra remplacer tout cela par la création d'emplois dans les services. Mais, nous savons, nous, ce que sont souvent ces emplois dans les services... L'APA (l'allocation d'Autonomie pour les Personnes Agées) a été le plus gros créateur d'emplois dans notre département. Il n'y a pas une entreprise qui a créé 3 000 emplois comme l'APA. Sauf, que ce ne sont pas des emplois dont je puisse être particulièrement fier ! Ce sont des emplois qui fabriquent des travailleurs pauvres; ce ne sont pas des emplois bien rémunérés. Ce sont des morceaux d'heures par ci, des morceaux d'heures par là, ça fait des « équivalents temps

plein », comme on dit. Mais quand on fait le total, en bas de la feuille à droite, des « équivalents temps plein », et que l'on compare cela à ce qu'étaient les salaires, avant, dans l'industrie, force est de constater une sacrée chute ! Bien entendu, cela n'est pas vrai de tous les services dont certains sont productifs -et heureusement. Mais, globalement, expliquer aux Françaises et aux Français que tout va aller pour le mieux, alors que notre industrie sortira extrêmement meurtrie par cette crise (des entreprises sont parties et ne reviendront pas, certains secteurs ont été si touchés qu'ils ne renaitront pas) ! Ce n'est pas sérieux.

Il va donc falloir faire un effort énorme pour essayer de reconstituer le minimum vital sur le plan économique de notre industrie. Il faudra donc une politique très volontariste. C'est le seul point qui justifierait que l'on emprunte pour investir. Mais, vous allez le voir, l'emprunt n'ira pas à la reconstitution de notre industrie, mais au financement de notre déficit budgétaire abyssal. Souvenons-nous d'une annonce faite à la fin du mois de juin dernier. Madame Lagarde annonçait 109 milliards de déficit budgétaire. J'ai tout de suite interpellé les médias sur le fait que ce n'était pas le vrai chiffre, qu'il allait être à 120 milliards, et qu'il fallait y rajouter 30 milliards de déficit de la Sécurité sociale. Nous aurons donc un total de 150 milliards. Vous pouvez tous constater qu'aujourd'hui nous y sommes, même s'ils continuent à tricher un peu en indiquant 40 milliards pour la Sécurité sociale et 110 milliards pour le budget. C'est énorme. Je me souviens que lorsque le budget de la République française, du temps où la gauche gouvernait, était à 10 milliards d'euros, 20 milliards d'euros, la droite expliquait que le pays était en faillite... A 20 milliards, la France était en faillite, mais vous allez voir qu'à 150 milliards, elle se porte bien !

Il y a un immense travail de reconstruction à faire et qui appelle la mobilisation non seulement sur le plan financier, mais aussi des talents. Il faut faire en sorte que l'on ait le minimum vital sans lequel on observera, non pas pour les retraités ou ceux qui s'en approchent mais pour les générations futures, une baisse énorme du niveau de vie.

Nous devons nous consacrer à tout cela, ne serait-ce que pour mobiliser les énergies, les financements. Et ce n'est pas la déstructuration des collectivités locales au moment où, au contraire, il faudrait les mobiliser qui va arranger la situation. Les collectivités locales représentent 70% de l'investissement public.

Et nous qui pratiquons cela au jour le jour, nous voyons bien que pour les PME il nous faudrait ouvrir des perspectives, y compris pour la formation du capital, pour les fonds propres qu'elles ne trouvent pas dans le système bancaire, avec des fonds régionaux, départementaux... Alors qu'il faudrait décréter la mobilisation générale, ils sont en train de mettre en route la destruction générale. Je vous rappelle que Margaret Thatcher, en son temps, a fait la même chose en Grande-Bretagne pour les mêmes raisons que Nicolas Sarkozy le fait aujourd'hui. 30 ans après, les services publics locaux en Grande-Bretagne ne sont toujours pas reconstitués.

Mais, là encore, il faut savoir comment mener cette bataille. Il ne faut pas la mener n'importe comment. Ce ne sont pas les élus qu'il faut défendre, mais la démocratie locale, la décentralisation, la capacité à mobiliser sur le terrain. Monsieur Reagan, grand progressiste vous vous en souvenez, disait : « Toute tentative de pouvoir personnel se caractérise par l'écrasement des institutions ».

Mais, à quoi d'autre assistons-nous aujourd'hui :

l'écrasement du gouvernement qui n'existe plus vraiment : nous auditionnons en commission des ministres qui n'osent pas parler de peur d'être démentis par le Chef. Ils n'ont pas de chiffre à donner, les arbitrages n'ont jamais été faits. Ils attendent. Ils attendent que Guaino ou Guéant, s'expriment ou que le Chef lui-même parle.

le baillonnement du Parlement avec la réforme constitutionnelle : nous n'avons plus que deux minutes pour s'exprimer. Nous avons donc, aujourd'hui des temps d'expression limités qui nous empêchent de procéder à des opérations de blocage si, vraiment, on l'estime nécessaire.

la justice : ai-je besoin de m'étaler, vous voyez comment on la traite.

les médias, c'est plus clair : il a décidé qu'il nommerait lui-même les dirigeants à la tête de l'audiovisuel public, ce sera plus sûr. Quant à l'audiovisuel privé, vous constatez avec quel acharnement ils se posent en adversaires du Président de la République.

Que restait-il donc, après tout cela, comme niveau de résistance potentiel ? Les collectivités locales ! Il leur faut donc tout faire pour tenter d'écraser ces institutions-là.

Il semble que Sarkozy soit satisfait du G20 : le

secret bancaire, c'est fini; les paradis fiscaux, terminé...

C'est totalement faux. Aujourd'hui comme hier, en Suisse, si un banquier viole le secret fiscal, il va en prison. C'est la loi suisse et je n'ai pas entendu dire qu'elle avait changé. Quant au passage, en ce qui concerne les paradis fiscaux, de la liste noire à la liste grise, on a vu Monaco signer des conventions fiscales avec le Lichtenstein, avec l'Andorre -il faut douze conventions pour sortir de la liste noire, tout cela n'a donc aucun sens... D'autant que le Parlement suisse ne l'a toujours pas votée, il rechigne.

Nous n'avons donc, jusqu'à maintenant rien fait en ce qui concerne les paradis fiscaux. Il n'y a seulement que des intentions. Et des conventions. Par exemple, la convention signée par Eric Woerth avec le gouvernement fédéral suisse n'est pour le moment pas approuvée par le gouvernement suisse. Mais, surtout, tout dépendra de l'interprétation que le gouvernement suisse fera de cette convention. S'ils font comme avant et qu'ils exigent que l'on présente les preuves de la fraude fiscale de tel ou tel, alors même que les preuves sont chez eux, on tournera encore en rond puisque, chez eux, la fraude fiscale n'est pas un délit. Tout dépendra donc de la réponse qu'ils voudront bien apporter à la demande d'information déposée auprès d'eux par les services fiscaux français.

On ne sait donc rien pour l'instant et Sarkozy se promène affirmant que les paradis fiscaux et le secret bancaire, c'est terminé.

Quelqu'un l'a dit hier après-midi : il ne faut pas trop attendre des pouvoirs conservateurs et même -et je le dis amicalement- de Monsieur Obama qu'ils obtiennent de vrais sacrifices du monde financier car le rapport de forces n'est pas en faveur des gouvernements. Nous avons eu le rapport de forces entre les mains lorsque les banques étaient en difficultés et qu'il a fallu faire appel aux Etats pour les re-financer, à la fois pour garantir le crédit interbancaire et aussi en capital. Mais, lorsque nous avons dit qu'il fallait entrer dans le capital des banques, la réponse que l'on nous a apportée fut une fin de non recevoir. Pourquoi ? Parce que le dispositif d'aide aux banques était fabriqué à Bercy, en présence des deux principaux banquiers privés français qui ont aussi l'avantage d'être inspecteurs des finances. Ils étaient donc là comme simples conseillers ! Ils se sont donc fabriqué un système d'aide sans conséquence négative pour eux. Nous avons donc laissé passer le seul moment où l'on pouvait

être actif, où l'on pouvait être efficace.

Parlons maintenant de la grosse plaisanterie que constituent les bonus. Si l'on diminue les bonus, seules les banques en bénéficieront en voyant leurs profits augmenter, sans incidence positive pour les consommateurs. Mais, surtout, y compris dans la forme actuelle, les trois quart des bonus ne sont pas versés en numéraires. On ne donne pas de l'argent aux traders, on leur donne des actions. Les traders, bien évidemment, vont attendre qu'elles montent avant de les lever. La punition sera donc d'attendre 3 ans pour bénéficier des 100% en y ajoutant la plus value immobilière sur les actions. Voilà la punition !

Et Monsieur Sarkozy se promène en disant qu'il a été suivi par le G20 sur la question des bonus et que tout va s'arranger... !

La seule chose un peu sérieuse dans le G20 fut de dire que l'on va appliquer les accords de Bâle II qui étaient globalement appliqués en Europe, mais pas dans le reste du monde. Si cela l'était, cela apporterait, il est vrai, un élément de stabilité incontestable. Mais le véritable élément de stabilité est le renforcement des fonds propres. Pour faire simple, plus on exige de fonds propres d'une banque, plus elle joue avec son propre argent et plus elle est prudente. Car, ce qui est terrible, c'est quand elle joue avec l'argent des autres, quand la part qui lui appartient est infinitésimale.

En même temps, nous comprenons que le rôle des gouvernants est de rassurer et non d'inquiéter. Et, si la gauche gouvernait, elle se ferait rassurante aussi. Mais, ce qui n'est pas acceptable, c'est que l'on essaye de faire croire aux gens que le problème est réglé, alors qu'il ne l'est pas.

Nous aurons à faire, à l'occasion du débat sur la loi de finances qui doit intervenir à la fin du mois d'octobre prochain à l'Assemblée nationale, la démonstration que tout ceci est faux. Nous déposerons des amendements qui seront tous systématiquement rejetés. Et pour peu que les observateurs veuillent bien se donner la peine d'observer, ils pourront prendre la mesure de la distance entre l'annonce présidentielle et la réalité des faits.

Ce G20 ne restera donc pas dans l'histoire. L'ampleur médiatique n'a pas été si grande car s'est tout de même infiltrée l'idée que tout cela n'était pas très sérieux. Surtout, il apparaît à l'évidence, et de plus en plus, que le Président Obama, malgré -je n'en doute pas- la sincérité de ses intentions, se heurte à l'« Hi-

malaya » de Wall Street.

Pour toutes ces raisons, les résultats seront donc assez faibles et nous allons devoir, pas seulement pour notre parti, mais pour la gauche, produire des choses concrètes pour les gens, afin de leur redonner le sens du souhaitable. Les gens sont déboussolés. Ce qui domine, c'est le désarroi et non la certitude. Notre rôle est de leur donner un chemin, un sens, des perspectives.

On ne peut pas aller voir les gens, leur demander de nous parler, prendre des notes et ensuite baser notre programme sur la lutte contre le désarroi, la lutte contre les incertitudes... Un programme ne peut pas se résumer à cela. C'est à nous de faire des propositions concrètes. D'autres que Ségolène Royal reprenne ce refrain de la démocratie participative en disant qu'il faut que l'on aille à l'écoute. Mais, à l'écoute, nous y sommes, malheureusement tous les jours..

Pour être à l'écoute, il suffit bien souvent de fréquenter nos permanences parlementaires et l'on voit bien ce qui arrive : les demandes d'emplois, les perte d'emplois, le sur-endettement, le logement... Je dois même dire que dans leurs permanences, tous les élus sont sous la gouttière car c'est là que tout arrive quand les gens ont épuisé toutes les possibilités (assistante sociale, recours gracieux...).

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas faire un effort pour comprendre ce à quoi les gens aspirent. Mais, en même temps, ce à quoi les gens aspirent c'est aussi peut-être ce que nous pouvons leur proposer.

Je reviens à Jaurès car, sur cette question, il avait l'air d'avoir des idées assez précises. Il ne disait pas aux gens qu'il viendrait les écouter pour ensuite voir ce qu'il pourrait faire. Non, il avait des valeurs. D'ailleurs, il est arrivé une chose assez simple à Jean Jaurès. Au départ, il n'était pas socialiste. Il était Republicain. Et il s'est tout simplement aperçu que l'on ne pouvait pas avoir -ainsi qu'il l'a lui-même dit par la suite- la souveraineté dans l'ordre citoyen sans l'avoir dans l'ordre économique. Il est donc venu au socialisme en partant du principe que la vraie République, c'est la République sociale.

Alors, aujourd'hui, quand j'en vois certains avoir le mot de « Jaurès » dans la bouche, je m'insurge. Eh oui, il nous faut subir cela aussi : voir « l'homme au tabouret » citer Jaurès. Je rappelle que Mitterrand n'était pas bien plus

grand, mais est-ce que c'était son problème ! Nous a-t-il interdit de nous asseoir à sa table ou de monter à la tribune parce que l'on était plus grand que lui... Ce n'était pas son problème. Lui, il était grand dans sa tête.

C'est tout de même préoccupant d'avoir à la tête de l'Etat un homme de plus de 50 ans qui n'a pas encore résolu ses problèmes d'adolescent !

C'est un sujet très difficile et c'est un peu la particularité de notre courant que d'être le seul (ou presque), dans le Parti socialiste, concernant le domaine économique, à se préoccuper de manière constante de cette question. C'est un sujet très difficile car, en l'abondant, nous sommes victimes d'un manichéisme quasi automatique. Il y a 15, 20 ans, c'était le même problème pour la monnaie; quand on disait que l'on n'était pas pour le franc fort, on était suspectés d'être dévaluationnistes, donc bons à jeter dans les poubelles de l'Histoire.

Avec le libre-échange, c'est la même chose. Si l'on dit qu'il faut faire attention, qu'il faut réguler les échanges internationaux sinon l'Europe n'y résistera pas, on est suspecté d'être protectionnistes. C'est donc toujours cette bonne vieille méthode de la disqualification pour éviter la discussion.

En réalité, de quoi parlons-nous ? De choses simples. Par exemple, dans l'industrie, tant qu'il y aura des pays où le SMIC, bien payé, est à 80 euros par mois en travaillant 7 jours sur 7, nos industriels n'ont aucune chance dans le cadre de la concurrence. Ils auront beau augmenter la productivité, rationaliser, faire des plans sociaux, acheter des machines plus performantes, ils ne pourront jamais remonter un handicap ayant cette ampleur.

Ce que j'aimerais donc, c'est pouvoir aborder ce sujet avec sérénité. J'observe, d'ailleurs, que lorsqu'on parle de l'économie de marché, tout le monde accepte -aujourd'hui plus qu'hier- que l'on parle de régulation.

Cela ne choque personne, y compris les Libéraux qui se prononcent maintenant pour la régulation de l'économie de marché. Pourquoi donc le terme devient-il tabou lorsqu'il s'agit de parler de l'économie mondiale ?

On devrait aborder avec la même sérénité la question de la régulation des échanges internationaux que celle dont on fait preuve quand on aborde la question de la régulation de l'économie de marché.

Je souhaite vivement que nous abordions cette question. Il y a des volets qui s'ouvrent : la protection environnementale par exemple. Il est vrai que c'est plus chic, mais en même temps, il y a un vrai contenu. Il ne sert en effet à rien d'éviter, en Europe, de produire du CO2, si les produits qui arrivent viennent de pays où il est créé à foison. Il faudrait donc des protections, une écluse. Le Traité européen contient un article qui prévoit des clauses lorsqu'un secteur est en difficulté. Le problème est que personne n'y fait référence; on ne l'utilise pas. Parce que, Monsieur Mandelson -travailliste, et je vous le rappelle avec souffrance et douleur- était contre toute forme de quota ou de droits de douane et c'est donc lui qui a proposé de faire sauter y compris cette fameuse disposition contenue dans cet article qui permet, en théorie, à un pays d'invoquer une clause de sauvegarde, comme vient de le faire Barack Obama aux Etats-Unis pour l'industrie du pneu, par exemple ou comme viennent de le faire les Chinois, en rétorsion, sur la volaille.

Eux n'ont donc aucun état d'âme : leurs secteurs industriels sont en danger, ils ont perdu tant de parts, ils ne représentent plus que tant de % du marché, ils déclenchent la clause de sauvegarde et mettent 37% de droits de douane.

En Europe, ce n'est pas possible, c'est impensable. Il faut que la décision soit prise à la majorité des pays. Vous comprenez bien qu'il y en a toujours un qui a intérêt à ce que cela ne se fasse pas, parce que, c'est chez lui qu'existe notamment le courant commercial qui nous inonde.

C'est notamment pour toutes ces raisons que je souhaite qu'il y ait une discussion même si, encore une fois, elle n'est pas simple. Elle ne peut pas être traitée avec démagogie. Elle doit l'être avec sérieux. Mais j'ai la conviction que si les européens ne se réveillent pas, d'une manière ou d'une autre, alors les générations futures connaîtront cette baisse du pouvoir d'achat dont je parlais tout à l'heure. Elles connaîtront l'effondrement, l'affaissement de leur niveau de vie.

Nous devons donc, en tant que courant politique, avoir le courage de dire toutes ces choses-là. Nous nous sommes tous trouvés devant des comités d'entreprises confrontés à des licenciements importants (300, 400, 500). Que pouvons-nous leur dire ? Car ils ne sont pas idiots, ils savent qu'ils sont en train de disparaître. Si nous ne leur disons pas que nous allons tout faire pour protéger les emplois, alors nous n'avons pas grand chose à leur dire.

Par ailleurs, quand nous nous trouverons au sommet de la vague du chômage, je suis persuadé que nous verrons les gouvernements conservateurs s'engouffrer, peu ou prou, dans la brèche sans aller jusqu'au protectionnisme, car nous exportons 30% de nos productions et nous avons donc besoin d'en acheter aux autres.

Et je ne voudrais pas, qu'une fois de plus, la gauche soit prise à contrepieds par des conservateurs aux abois.

Nous devons donc développer cette réflexion. Ce n'est pas le travail qui manque, mais la volonté de mener les combats. De temps en temps, on a en effet l'impression qu'elle n'est pas au rendez-vous. J'ai eu le plaisir de constater, durant ces trois jours, que cela n'était pas notre cas et si je peux servir, je veux vous dire que je reste à votre disposition. et des assurances ?

Souvenez-vous d'Arcelor, sauvée par le gouvernement de gauche avec de l'argent public, ce qui en a refait l'une des entreprises les plus compétitives au niveau européen et mondial et qui a pourtant fini, bradée par la droite.

Regardez tous les pays où il n'y a pas eu à un moment une gauche forte qui a résisté, en es-

sayant d'accompagner le mieux possible un mouvement qu'elle jugeait irréversible. Car telle est la situation réelle : la gauche, et avant tout les socialistes qui sont la force la plus importante, ont cru qu'il n'y avait pas le choix, qu'il s'agissait d'un mauvais moment à passer, et qu'il convenait de le passer du mieux possible en étant attentif à la situation des plus fragiles. Et pendant des années, nous avons accompagné le mouvement — en œuvrant notamment à la dérégulation du système financier sous Pierre Bérégovoy — mais tout en préservant les acquis sociaux, en instaurant le RMI ; et je pourrais multiplier les exemples qui montrent que la gauche a passé son temps à essayer de tenir les deux bouts de la chaîne. Ce type de contradictions qui a pris toute son ampleur sur la question européenne, engendrent un sentiment d'illégitimité.

Au moment où nous les socialistes, nous pensions que pour sortir des difficultés dans lesquelles nous nous trouvions au milieu des années 80, et qui nous avaient amenés à entamer une politique de rigueur à notre corps défendant, à ce moment-là, nous avons essayé de reconstruire en Europe une perspective que nous ne pouvions plus construire dans nos seuls états-nations. Mais au même moment, les libéraux en face avaient compris que communisme s'écrou-

lant, la raison d'être des anciens compromis sociaux disparaissait avec lui.

Et nous nous sommes engagés à corps perdu dans la construction européenne avec l'illusion de croire à la pérennité du compromis qui avait fonctionné jusqu'à présent, qui faisait que nous organisions un marché et à l'intérieur de ce marché, une concurrence pour éviter les cartels, les monopoles privés mais qu'à côté de ça tout le reste, c'est à dire le plus important, la culture, l'éducation, les services publics, étaient extraits de cette sphère marchande et socialisés pour contribuer à l'accroissement du niveau de vie et à l'égalité des citoyens de tous les pays européens. Sauf qu'au même moment, les libéraux avaient décidé d'en finir.

Et c'est pour ça que nous avons pu en Europe dans un même espace, avec les mêmes traités, notamment le Traité de Rome, passer subitement d'une politique où on contenait la concurrence dans un domaine particulier, au fait que la concurrence devenait le principe

■ Henri Emmanuelli, député des Landes

## Intervention de Benoît Hamon, conclusion des universités



Notre université de rentrée fut un beau moment de rassemblement qui, par son programme et son bilan, marque déjà un tournant.

Je n'avais pas prévu de commencer à m'exprimer comme je vais le faire, mais il me semble tout de même qu'il va falloir une explication avec un certain nombre de ceux absents de ce rassemblement. Et pour que l'explication soit franche, je vais dire merci au journal l'humanité, à Sud-Ouest, à Politis, à l'AFP, à France 3 et à France Bleue qui sont

venus suivre nos universités de rentrée. Cependant, nous allons avoir une explication franche avec ces institutions chargées de rapporter les faits et qui ont fait le choix de boudier, pour ne pas dire boycotter, de ne pas restituer dans leurs colonnes, sur leurs antennes, ce qui s'est passé ici. Et pourtant, il y a eu près de 1500 participants à cette manifestation, plus qu'à Marseille, autant qu'à Montpellier. Et il n'y a pas eu Libération, le Monde, le Parisien. Nous avons un plateau d'universitaires et d'intellectuels remarquables. Au moins autant qu'à Marseille, sans doute plus qu'à Montpellier, et il n'y avait pas Europe 1, France Inter, France Info, RTL ni même RMC. Nous avons réuni autour de nous ce qui ne s'était pas fait dans une enceinte socialiste depuis très longtemps : la totalité de la gauche. Il y avait toute la gauche, mais pas TF1, pas France 2, pas le Nouvel Observateur, pas l'Express, pas Le Point. Il nous manquait, si j'ai bien compris, une ex-giscardienne. Naivement, j'avais pensé qu'un ex-rocardien comme moi aurait suffi. Je m'étais dit

qu'avec Pascal Cherkil, ce qui se sait moins, cela faisait deux ex-rocardiens. Il nous fallait donc une ex-giscardienne, un tout petit bout de la gauche et un bon morceau de centre-droit pour réunir l'espace de quelques heures- tous ces absents.

Je les vois pourtant tous les jours à travers les fonctions que j'ai accepté d'exercer au Parti socialiste, cherchant à obtenir une réaction sur ce qui se passe, et encore ce week-end avec la venue de Manuel Valls chez Jean-Noël Guérini, à Marseille, dans une assemblée militante. Et je veux m'arrêter sur notre relation avec ces médias et leurs propriétaires car nous avons, aujourd'hui, un problème démocratique dans ce pays. Des médias importants choisissent donc de ne pas relater ce qui se passe ici, à Vieux Boucau, en dépit du fait que nous commençons la longue marche vers le rassemblement de la gauche, qu'elle se fait non pas dans la discrétion, mais devant une assemblée jeune, avec des représentants du

mouvement syndical, des responsables associatifs, des intellectuels. Il n'y a aucun hasard à cela. J'ai encore en souvenir ce qui s'est produit cet été, au moment où Martine Aubry se fâchait avec Manuel Valls. Le patron du Nouvel Observateur invitait Martine Aubry à ne pas chercher mauvaise querelle à Manuel, mais à se débarrasser tous ces hérétiques du Parti socialiste et il nommait Claude Bartolone et moi-même. Denis Olivennes signait là un éditorial du Nouvel Obs dans lequel il lui demandait donc de nous exclure. Un peu plus tôt, alors que j'avais eu un échange un peu vif avec Jean-Marie Colombani, aujourd'hui patron de Slate.fr et ancien patron du journal Le Monde, il me répondait sur internet « casse-toi pauvre con ». Il se permet, aujourd'hui, de manquer de respect à l'un des dirigeants du Parti socialiste, à un de ceux qui -à vos côtés- mène des combats et avec un peu plus d'intuition que J.M. Colombani sur la crise, et de nous injurier de cette façon-là.

Je considère donc que nous avons un problème, car les propriétaires de ces médias-là se comportent comme des auxiliaires du pouvoir politique. Ces gens de gauche qui passent leur temps à dire qu'ils n'aiment pas la gauche, qui passent leur temps à dire que la gauche serait bien si elle n'était pas nous, qui passent leur temps à interviewer Nicolas Sarkozy sans entendre les réponses qu'il donne. Cette prétendue gauche-là n'a plus rien à voir avec le camp politique et le camp social que tout le parti socialiste représente. On m'avait déconseillé de m'exprimer sur cette question, m'indiquant qu'il me serait plus difficile, en tant que porte parole du Parti socialiste, d'avoir accès aux médias si je m'en prenais à leurs propriétaires... Je leur dis que le temps où l'on baissait la tête est terminé. Nous irons combattre nos ennemis politiques là où ils sont. Nous combattons nos adversaires politiques partout où ils seront.

Je voulais aussi revenir sur quelques épisodes, consternants pour les médias français, que nous venons de vivre :

Faurecia : Henri plaisantait -et il avait raison- sur cet épisode où le Président de la République ou son cabinet- en tous cas quelqu'un de bien inspiré-, a demandé à ce qu'il n'y ait pas une tête qui dépasse et qu'il n'y ait que des « petits » à Faurecia ! Tout en ne souhaitant pas insister sur la stratégie de communication du Président de la République, ce qui est frappant dans cette affaire, ce qui est grave, c'est qu'il n'y ait pas un média français qui ne se soit étonné qu'à Faurecia il n'y ait que des petits ouvriers ! Qu'il a fallu que ce soit la

télévision belge qui aille repérer et débusquer la mise en scène derrière cette affaire, pour que nous soyons informés des détails de préparation : les 5 kilomètres de sécurisation du périmètre, les banderoles des syndicats arrachées, les ouvriers sélectionnés selon leur taille et leur degré de docilité. Le rôle des médias est, bien sûr, de nous relater ce que le Président de la République a à dire aux Français et on ne peut leur reprocher de le faire, mais il est aussi de dire les manipulations auxquelles le pouvoir politique a recours pour mettre en scène sa parole, au point d'organiser ces mises en scène sordides et ridicules, au point de museler les syndicats, de sélectionner les salariés. C'est aussi cela le rôle des médias; d'aller chercher l'information là où elle est et de ne pas se comporter, je le répète, comme d'authentiques auxiliaires de la communication des politiques au pouvoir.

Brice Hortefeux : les images de Brice Hortefeux à Seignosse n'étaient prises par un portable quelconque, mais par Public Sénat, la chaîne parlementaire dont l'un est nommé par Mr Larcher, pour l'autre par Mr Accoyer... qui n'ont rien à voir avec le pouvoir en place ! C'est la chaîne Public sénat qui a décidé de ne diffuser sur son antenne ces images, même si elle décidait de diffuser plus tard l'interview du Ministre de l'Intérieur qui réfutait les accusations de racisme prises à son encontre. Voilà donc encore un média qui choisit de ne pas montrer les images qu'il détient et qui illustrent quoi ? Que l'ancien Ministre de l'Identité nationale n'a pas tenu des propos malheureux, ainsi que nous le disent tous ces gens bien informés, mais des propos authentiquement racistes.

Le Préfet de la région Aquitaine : peu après cette affaire, une conseillère régionale, de notre courant de surcroît, à l'occasion d'une manifestation pour défendre des femmes étrangères victimes de violences conjugales qui n'arrivaient pas à voir leur situation administrative régularisée, fit une réflexion, reprenant mot pour mot les propos d'Hortefeux « quand il y en a une ça va, c'est quand il y en a plusieurs, que ça pose des problèmes ». Le Préfet de la région Aquitaine, défendant son Ministre, a répondu à cette conseillère régionale, Naima Charai : « Vous n'êtes pas digne d'être élue de la République » ! Et Mr Domini-que Schmidt, affirmant qu'il est dans ses fonctions de défendre son Ministre, argumenta sur le fait que son Ministre n'a pas dit cela dans un cadre politique, mais dans un cadre militant ! Si on le comprend bien, le Ministre de l'Intérieur a le droit d'être raciste dans un cadre mi-

litant, mais pas dans ses fonctions officielles !

Nous avons, là, la dérive d'un pouvoir politique qui ne s'est pas contenté de mettre au pas un certain nombre de médias, médias publics comme médias privés, mais qui a organisé à travers la machine d'Etat une véritable mise sous silence de l'opposition. C'est pourquoi, la montagne qui est devant nous est haute. C'est pour cela que les responsabilités qui sont celles d'un courant comme le nôtre sont extrêmement importantes, et qu'il ne faudra pas baisser la tête quel que soit l'adversaire politique que nous aurons en face et quels que soient celles et ceux qui essaieront de faire taire le mouvement qui naît ici et qui se propagera ailleurs.

Pour vous dire, d'ailleurs, que le problème est grave, si tant est que vous ayez besoin d'être convaincus de la gravité de cette dérive, même Alain Duhamel sur RTL faisait la leçon à Mr Pujadas et à Mme Ferrari sur le fait que l'interview qu'ils avaient réalisée, pour la deuxième fois, du Président de la République était une honte pour le métier de journaliste, tant ils s'étaient comportés en « serviteurs » de Nicolas Sarkozy... Si Alain Duhamel, sur RTL, considère qu'il y a un problème, c'est que cela commence à devenir vraiment sérieux. Et je pense comme lui : c'est vraiment sérieux.

Je ne voulais pas parler autant des médias, mais savoir que ce que nous avons fait sera aussi peu restitué me met d'autant plus en colère que les micros me sont tendus pour commenter les petites phrases des uns et des autres, du genre « vous vous rendez compte, Jean-Noël Guérini n'est plus royaliste ! Qu'en pensez-vous ? », etc, etc... C'est pour cela que j'ai, malgré tout, un peu insisté là-dessus parce que, ce qui s'est passé à cette université de rentrée était important au moment où le G20 se réunissait.

Il y avait deux questions fondamentales qui étaient posées à cette succession de G20 : Comment lutter contre la financiarisation de l'économie ? Comment démarrer, aujourd'hui, une régulation des échanges internationaux ?

Le grand sujet c'était : Sommes-nous aujourd'hui capables d'introduire une distinction entre ce qui relève de la banque commerciale, la banque de dépôts et des banques d'investissements. Cette question est importante car il s'agit de limiter les risques systémiques qui veillent qu'en raison des risques que prennent les banques, en matière d'investissements, ce soit l'ensemble des dépôts

des épargnants qui s'effondrent. Il faut donc limiter la sur-profitabilité d'un certain nombre d'investissements des banques et faire en sorte de mettre une frontière entre ce qui relève de la banque de dépôts et la banque d'investissement. Pour reprendre une expression de l'économiste Frédéric Lordon : « médiocriser la finance », c'est-à-dire refaire du métier de banquier un métier où l'on ne prend pas de risques avec l'argent des autres jusqu'à un effet de levier à 30 fois les ressources propres des banques. Voilà ce que nous attendions du G20, qu'il commence à montrer le chemin, qu'il indique de quelle façon, demain, celles et ceux qui déposent de l'argent dans une banque peuvent attendre d'elle qu'elle gère bien leur argent, qu'elle fasse des propositions de crédit pour financer l'économie réelle et qu'elle collecte l'épargne à des fins d'investissement d'intérêt général. Voilà les sujets sur lesquels nous attendions des réponses du G20... Évidemment, dans ce domaine là, rien n'est intervenu au-delà des mesures, sans doute positives, en matière de renforcement des fonds propres, en matière (et encore) d'encadrement des bonus... C'est en tout cas à la périphérie du système de la financiarisation de l'économie que le G20 est intervenu.

Pire, encore, le G20 se termine par cette conclusion : un encouragement à poursuivre le cycle de libéralisation du commerce de Doha et à prolonger la libéralisation des échanges. Aucune leçon n'a donc été tirée, par les pays du G20, de ce que sont les conséquences de la libéralisation des échanges et de leurs responsabilités dans la crise que nous venons de connaître.

Dans ce courant, avec d'autres, nous avons travaillé sur ces questions-là. Nous ne sommes pas devenus, du jour au lendemain, de dangereux protectionnistes et il n'y a pas un seul d'entre nous qui pense qu'il faut ériger des barrières commerciales infranchissables aux frontières de la France, dans le but de protéger totalement notre pays. Le protéger de quoi d'ailleurs ? Du commerce ? Des échanges ? Ce serait stupide. Nous ne sommes pas protectionnistes au sens où l'on nous dénonce. Mais, en même temps, nous disons que si le protectionnisme, c'est-à-dire la fermeture des marchés, ne marche pas, nous savons démontrer aujourd'hui que le libre-échange absolu ne marche pas davantage.

Je m'explique : tant du point de vue économique que du point de vue social, les données existent maintenant pour démontrer que le cycle de libéralisation des échanges ne s'est pas traduit pour, l'économie mondiale, par un

gain tel qu'il permet aujourd'hui de dire que c'est grâce au libre-échange que l'on fait de la croissance et que l'on crée des emplois.

Sur quelle théorie repose le libre-échange ? Sur la théorie de la spécialisation des pays : chacun dans le domaine dans lequel il est le plus productif, le plus compétitif pense, au bout du compte qu'il aura à y gagner. Et, dans le rêve de Mr Barroso et autres : à l'Europe, l'économie de l'intelligence et au reste du monde, les ateliers qui nous fournissent les chaussures, les vélos, les pneumatiques, etc... Sauf que tout cela ne marche déjà plus ! Quand on forme davantage d'ingénieurs en Inde, d'informaticiens en Chine que dans toute l'Europe ! Quand, de nos jours, la plupart de nos ordinateurs sont fabriqués là-bas et que les savoir faire et les technologies ont été transférés, à mesure que nous signons avec eux des accords commerciaux !

Cette spécialisation, aujourd'hui, est stupide parce qu'elle est déjà remise en cause par les faits. Le théoricien même du libre-échange, Mr Samuelson que l'on ne connaît pas beaucoup, dit que cette théorie des avantages comparatifs (chacun se spécialise) ne fonctionne plus et qu'en tout cas, elle fonctionne surtout au détriment des pays développés, au détriment des pays les plus pauvres, au détriment des classes populaires, au détriment des travailleurs et qu'elle n'apporte aucun avantage, ni sur le plan économique ni sur le plan social. Les modélisateurs de la théorie du libre-échange la remettent donc en cause aujourd'hui.

Nous disons donc que nous ne pourrions pas vivre dans une économie livrée à la concurrence de pays qui pratiquent le dumping social et le dumping environnemental, comme c'est le cas aujourd'hui. Nous ne pourrions pas maintenir un modèle social, des règles sanitaires, des règles environnementales, des niveaux de salaires corrects, décents, conformes à l'intérêt général, si nous sommes mis en concurrence avec des pays où le coût du travail est 40, 50 fois inférieur au nôtre, s'il n'y a pas un minimum de barrières commerciales, non pas pour interdire l'importation de ces produits et marchandises sur nos marchés, mais pour faire en sorte de réguler les échanges de telle manière que, si ces barrières douanières existent, le fruit de cet impôt aux frontières européennes serve aussi à financer le développement, à financer les investissements indispensables en direction des pays les moins développés. Voilà, tout simplement, ce que nous proposons : la régulation des échanges.

On nous avait expliqué que le libre-échange allait aider tous ces pays à voir leurs classes moyennes se développer, se renforcer. Et que constatons-nous ! Depuis que le Mexique a signé un accord de libre-échange, le revenu médian au Mexique n'a pas bougé. En Chine, même si une petite classe moyenne s'est développée, la prospérité de la Chine se fait sur l'exploitation de centaines de millions de travailleurs qui n'ont aucun droit. Le libre-échange n'a pas, objectivement, amené de progression des droits sociaux, n'a pas apporté d'amélioration des protections des salariés dans les pays émergents et il a considérablement appauvri les pays en voie de développement.

Il faut tirer des conséquences de ce cycle économique que nous venons de vivre en matière de restriction du libre-échange. Nous défendrons la clause de sauvegarde au niveau européen pour les secteurs industriels menacés, comme la réactivation du tarif extérieur commun ainsi que la mise en œuvre de taxes altruistes aux frontières de l'Union européenne de façon à avoir une politique ciblée, certes discriminantes à l'égard de certaines importations, mais qui doit faire en sorte de préserver notre modèle social, notre outil industriel, d'avoir des exigences en matière environnementale et de les partager avec toutes celles et ceux qui, ailleurs, produisent mais qui méritent aussi que cette croissance se traduise par davantage de progrès social dans leur pays, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Voilà donc ce à quoi nous étions en droit d'attendre du G20 mais, nous ne l'avons vu ni dans les déclarations du Président de la République, ni dans celles de la plupart des dirigeants du G20 qui se sont contentés de déclarations très superficielles n'abordant pas le fond du problème.

Ce qui est terrible dans cette affaire c'est que, malgré tout, le mirage du « volontarisme politique » à la Nicolas Sarkozy fonctionne encore. Peut-être pas trop auprès des populations, mais auprès des médias. On nous met en scène un Président de la République qui répète à l'envi le même discours « je suis là pour faire le job; on m'a élu pour faire le boulot, et je le ferai... ». Il est, par ailleurs, volontariste là où il peut le moins, à Washington. Mais, en un été, que s'est-il passé pour les Français ?

On a failli voir la quasi destruction de la filière laitière, avec un Ministre favorable à la suppression des quotas laitiers et qui a considérablement fragilisé tout un secteur, même s'il s'est ravisé en cours de route. On sait aujourd'hui

que se secteur va connaître des difficultés par la construction de grandes unités laitières, de grandes usines à lait, au détriment des petites exploitations avec un système qui, parce qu'il abandonne la régulation, ne permettra pas la garantie d'un prix rémunérateur... Nous avons, sur toutes ces questions de lourdes inquiétudes en raison de l'abandon par le gouvernement de toute politique agricole commune, une des seules politiques européennes qui demeure.

Une taxe sur les indemnités des accidentés du travail, c'est-à-dire un impôt qu'ils paieront sur les indemnités qu'ils perçoivent en réparation du préjudice subi.

La mise en œuvre d'un nouvel impôt qui ne sera pas écologique, parce qu'il n'a pas d'efficacité en ce domaine mais qui sera payé par tous. C'est une injustice sociale scandaleuse parce qu'il frappera en premier lieu ceux qui n'ont pas d'autre choix que de se chauffer au fuel ou de prendre leur voiture pour aller travailler; la mise en place donc de la taxe carbone, avec au passage -cela ne nous a pas échappé- une compensation (112 euros pour ceux qui vivent en ville, de 142 euros pour ceux qui vivent en milieu rural) qui ne couvrira pas, le coût de la taxe carbone... Un chèque ou un crédit d'impôt qui tombera fin février, quelques semaines avant les élections régionales (comme par hasard)... Chèque que l'on appelle « chèque vert » et que l'on aurait dû d'ailleurs appeler « chèque régionales »... En tout cas, assurément, un nouvel impôt pour tous.

C'est donc à une véritable politique de classe à laquelle nous assistons. Une politique de classe parce qu'elle n'épargne aucun coup aux salariés, aucun coup aux retraités. Et, dans les deux sens du mot « coup » ! On est systématiquement mis à contribution quand, parallèlement, les détenteurs ou les bénéficiaires du bouclier fiscal restent exonérés, eux, de toute contribution au sauvetage de la France, à la solidarité la plus élémentaire, à la nécessité aujourd'hui de demander l'effort de tous, selon ses moyens, pour justement aider notre pays à sortir de la crise.

Quand, dans le même été, on fait baisser la TVA dans le secteur hôtel, café, restaurant. Quand Mr Bertrand envoie une lettre pour proposer à tous les restaurateurs d'adhérer à l'UMP en contrepartie de cette mesure, alors qu'au même moment on prépare la taxe carbone que nous paierons tous. Quand on augmente le forfait hospitalier et que l'on met les victimes d'accidents du travail à contribu-

tion pour payer l'impôt... Ce n'est rien d'autre qu'une politique de classe !

Face à cela, nous continuons à avoir une gauche divisée, émiettée et désunie. C'est, en toute honnêteté, désespérant. C'est désespérant, parce que Nicolas Sarkozy sait une chose : il ne gagnera pas sur son bilan. C'est impossible. La France est financièrement en grave difficulté (150 milliards d'euros de déficits publics); les Français eux-mêmes le sont aussi, de plus en plus endettés; et on vit, tant sur le plan des libertés que sur le plan des droits sociaux, du pouvoir d'achat les conséquences non seulement de la crise économique et sociale mais aussi celle des politiques mises en œuvre par la droite.

Nicolas Sarkozy sait donc qu'il ne gagnera pas sur son bilan. La seule chose qui lui garantit la victoire, c'est que nous continuions à faire ce que l'on fait depuis trop longtemps. C'est-à-dire se livrer à ce jeu désabusant de savoir qui représente la « vraie » gauche. C'est qui la « vraie » gauche ? La « vraie » gauche est révolutionnaire pour certains, réformiste pour d'autres. Elle est la gauche de gouvernement -celle qui accepte de prendre des responsabilités- pour les uns, et celle du mouvement social pour les autres. Il y en a qui disent que la « vraie » gauche, c'est la « gauche des petits pas » et ceux qui affirment que la « vraie » gauche, c'est la « gauche du grand soir »... L'idée donc qu'il y a une vraie et une fausse gauche. Et cela devient très préoccupant quand certains dirigeants de gauche en arrivent à dire aujourd'hui qu'entre ces deux prétendues deux gauches, il y aurait une frontière étanche et qu'elle ne serait pas le choc des ambitions des uns et des autres, mais ce programme commun que nous serions incapables d'écrire ensemble. Nous serions donc irréconciliables sur le plan programmatique.

On a beaucoup parlé de Jaurès. La création de la Section Française de l'Internationale Socialiste (SFIO) en 1905 réconcilie des révolutionnaires autour de Guesdes, des militantes et militants du PSR de Vaillant, des militants de Paul Brouste, de Jean Alémane. Et il y avait Jaurès, qui n'était d'ailleurs pas un dirigeant du Parti puisqu'il était parlementaire et, qu'à cette époque, les parlementaires n'étaient pas dans la direction du Parti. Ils ont tout de même construit, dans un parti ou les révolutionnaires pesaient vraiment, un message qui a permis de grandes réformes et une action parlementaire extrêmement utile. Ils s'étaient construits dans la volonté d'unifier la gauche pour qu'elle soit utile. Regardons toutes les autres expériences dans l'Histoire. Elles

nous montrent qu'à chaque fois que nous nous sommes divisés, qu'à chaque fois que nous avons accepté des compromis avec le centre-droit ou la droite, que nous avons été prisonniers de ces accords avec la droite comme dans la troisième force, cela s'est traduit par un déclin politique et électoral pour le camp politique qui est le nôtre. De même pendant la période de décolonisation. Chaque fois que nous nous sommes divisés, nous avons perdu les élections.

Ce qui est insupportable aujourd'hui, c'est d'entretenir cette idée qu'il existerait deux gauches irréconciliables. Encore plus quand on dit, parfois dans nos rangs comme dans les rangs de cette prétendue autre gauche, que la « gauche de gouvernement » est irréconciliable avec la gauche du mouvement social. C'est pourquoi, nous, nous devons parler fort parce que nous, nous savons qu'il n'y a de victoire politique possible pour la gauche qu'à condition que la majorité sociale devienne une majorité politique. Cela suppose donc -et cela nous donne la feuille de route- que nous, responsables politiques, propositions -dans nos combats électoraux dans le cadre d'une alternative politique- un débouché au mouvement social. C'est ce chemin-là qu'il faut emprunter pour gagner. Et nous avons des exemples pour appuyer cette théorie dans un passé pas si lointain :

Nous gagnons en 1988 après un grand mouvement en 1986 auquel François Mitterrand et la gauche avaient su donner un débouché politique. Nous gagnons en 1997 après des mouvements exceptionnels en 1995 à la suite desquels avec les 35 heures, la CMU et les emplois jeunes, nous avons su donner un débouché politique aux aspirations sociales des salariés. Nous gagnons en 2004 après un grand mouvement de lutte contre les réformes de François Fillon. Et nous perdons en 2007, et ce n'est pas la seule raison mais c'est aussi celle-là, parce que notre campagne politique et notre projet n'ont pas su donner un débouché politique au grand mouvement contre le CPE.

Chaque fois que nous proposons une alternative politique en décalage avec le mouvement social ou chaque fois que le mouvement social s'éloigne ou rejette la gauche de gouvernement, c'est l'assurance que celui qui en profite est toujours le représentant de la droite.

J'en ai donc assez de cette compétition féroce à laquelle se livrent, à gauche, les uns et les autres pour avoir le droit de perdre au second

tour face à la droite. La seule bataille que l'on cherche à gagner entre nous est celle de savoir qui va avoir l'immense honneur d'être au deuxième tour pour prendre une raclée face à Nicolas Sarkozy. C'est la logique, aujourd'hui, de cet émiettement. D'aucun voudrait nous faire croire que devenir Président de la République n'est dans la tête de personne, de la gauche radicale à la droite dans la gauche et que cet émiettement ne vient pas de là ! Mais bien sûr ! Hélas, nous ne sommes pas le seul parti à avoir ce poison de la présidentielle qui coule dans ses veines !

Nous devons dire que ce que nous avons réussi hier n'était pas artificiel. Nous devons démontrer que, sur des questions fondamentales comme la redistribution des richesses, les conditions de la création des richesses, la manière de les répartir entre capital et travail une fois qu'elles sont créées, la manière dont on les investit en faveur des services publics, l'outil fiscal qu'on utilise et quelle politique salariale on mène..., cette prétendue frontière étanche n'est qu'une illusion, qu'une posture et qu'au fond, aujourd'hui, tous les ingrédients existent pour bâtir et réaliser un contrat de gouvernement et de législature commun à la gauche.

Quelle est donc la fonction d'un courant politique comme le nôtre dans la gauche ? A quoi peut encore servir l'UMA (Un Monde d'Avance) ? Outre le fait, bien sûr, qu'il est sympathique de se retrouver une fois par an et même un peu plus ? Cela sert en premier lieu à être aujourd'hui les principaux producteurs de ces compromis qui sont en train de se dessiner sur le fond, de ce contrat de gouvernement qui est en train de s'écrire et qui commence

par ce type de réunion. C'est d'obliger les uns et les autres à ne plus se positionner par rapport au premier tour de l'élection présidentielle, mais à le faire en rapport avec les questions essentielles qui sont : celle, évidemment, du contrat social, celle du contrat laïc, celle de la redistribution, celle des services publics, celle de l'écologie et des questions sociales en général.

Et, à chaque fois que nous organiserons des tables rondes, dans les fédérations, dans les villes, où il y aura toute la gauche, nous agirons pour faire reculer la tentation aventuriste de celles et ceux qui veulent se tourner vers la droite pour envisager de l'emporter un jour, alors que cela nous mène dans une impasse. Chaque fois, et faites le partout dans vos fédérations, que vous prendrez l'initiative au nom du Parti socialiste -et si le Parti ne le veut pas, au nom de ce courant- de réunir, du PRG au NPA, toutes les composantes de la gauche, vous poserez une brique du bâtiment que doit être ce contrat de gouvernement de la gauche.

Vous serez ainsi les maçons et les architectes, non seulement de ce qui sera un contrat de transformation sociale, un contrat de législature, mais aussi de la seule perspective qui nous intéresse aujourd'hui : celle de battre la droite pour transformer la société; battre Nicolas Sarkozy dès 2012, grâce et par la gauche rassemblée. avait quelques petites nuances avec les écologistes et encore, je suis sûr qu'il ne faudrait pas discuter longtemps pour que la nuance soit surmontée. Je le dis d'autant plus facilement que nous sommes dans un département qui est en passe de devenir le premier producteur d'électricité photovoltaï-

que de France.

Nous avons, à la commission des finances de l'Assemblée nationale, une étude très intéressante qui a été réalisée par des gens de gauche, des gens de droite. Ils sont allés étudier la taxe carbone en Suède, enfin la fiscalité écologique. Ils donc étudié, nous ont exposé les faits, démontré les résultats qui avaient été obtenus. A la fin, j'ai posé la question qui tue : « Que représente cette fiscalité suédoise par rapport à notre TIPP, c'est-à-dire la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers? ». Ils m'ont répondu que c'était la même chose... Tout ce bruit donc sur la fiscalité écologique pour nous expliquer, à l'arrivée, que les gens dans les pays où la fiscalité écologique a été mise en place payent le même prix à la pompe que chez nous avec la TIPP ! Cela mériterait bien de laisser les effets de mode un peu de côté pour se préoccuper vraiment de la réalité.

Si je ne la juge pas bonne, cette taxe carbone, ce n'est pas parce qu'elle est trop haute ou trop basse. C'est parce qu'il n'est pas raisonnable, qu'il n'est pas réaliste de dire à des gens que l'on va les punir pour leur comportement (fuel, essence, CO2) sans leur offrir un chemin alternatif. De plus, on a observé qu'en Suède, cela n'a fonctionné que sur un temps très court. En fait, les gens s'en sont habitués. Ils ont intégré cela dans leurs frais généraux. Résultat : une baisse de la consommation fut observée pendant deux ans, pour ensuite repartir de plus belle ! Cela ne fonctionnera pas tant que nous ne dirons pas aux Français qu'un autre chemin peut être emprunter. Nous avons fait, donc, cette démonstration

 **Benoît Hamon, porte-parole du PS**

## Formulaire de contact

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Fédération : \_\_\_\_\_ Section : \_\_\_\_\_

- je souhaite recevoir des informations sur Un monde d'avance
- je souhaite être contacté par Un monde d'avance
- je souhaite cotiser par chèque à Un monde d'avance

### Par téléphone

01.40.63.81.21

### Par e-mail

[mparpillat@gmail.com](mailto:mparpillat@gmail.com)

### Par courrier

Complétez ce formulaire et adressez-le à Assemblée Nationale à l'attention de Roberto Romero bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP.

### Soutenir un monde d'avance

Chèque à l'ordre de « Un monde d'avance ».

[www.unmondedavance.eu](http://www.unmondedavance.eu)